

# LE CHEMINOT DE FRANCE

fédération des cheminots c.f.d.t.

## LES VACANCES ?



Photo HUBERT



Photo HUBERT

UN MOIS POUR TENTER  
D'EN OUBLIER ONZE !

*est-ce la qualité de la vie ?  
est-ce la « nouvelle société » ?*



Photo BIT

*et ceux-là  
qui s'en  
préoccupe ?*

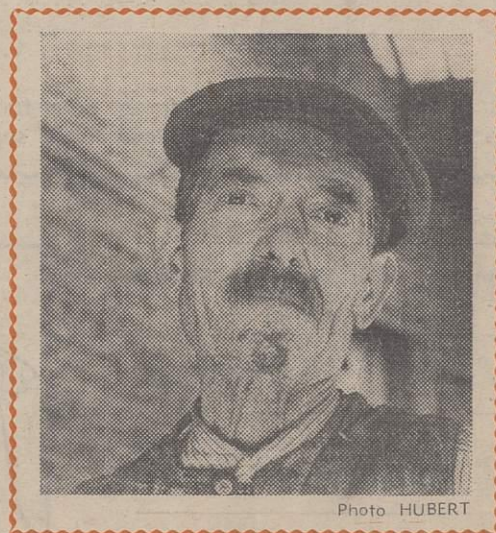


Photo HUBERT



# LE PONT DU 15 AOÛT : COMME EN 1967 !

## DEMANDENT LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Comme en 1967, les Cheminots veulent le pont pour tous sans récupération.

Vous trouverez ci-dessous le texte de la lettre adressée au Directeur général par les fédérations C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O., F.M.C. (ex-F.A.C.), C.F.T.C., C.G.C., F.G.A.A.C. Paris, le 5 juillet 1972

Monsieur le Directeur Général,

Dans la consigne générale temporaire PS 4 S n° 1 du 12 juin 1972, le Directeur du Personnel informait les agents de votre décision de faire chômer éventuellement, le lundi 14 août 1972, le personnel effectuant la semaine de travail en cinq jours, la récupération correspondante devant obligatoirement avoir lieu le samedi 12 août.

Le comité mixte collectif des Services de la Direction Générale était simplement appelé à se prononcer sur l'opportunité d'une telle mesure.

Or, nous tenons à rappeler que lors du comité mixte du 13 juin, l'ensemble des Organisations syndicales a unanimement repoussé le principe de la récupération du pont du 15 août et, en conséquence, elles ont refusé de prendre position sur la proposition S.N.C.F. prévoyant le chômage du lundi 14 août sous réserve de récupération le samedi 12.

Aussi, entendons-nous protester énergiquement

— contre votre décision unilatérale d'imposer au personnel la récupération du lundi 14 août,

— contre la rédaction tendancieuse de la lettre du 16 juin 1972 PA 4 N° 622

Di 414 PS 1/02 de M. le Directeur du Personnel aux Directeurs de Régions, lettre dont les termes laissent supposer aux Cheminots que les Organisations syndicales ont donné leur accord à cette décision.

Enfin, elles tiennent à rappeler que, dans une situation absolument identique, vous aviez accepté, en 1967, de faire bénéficier l'ensemble du personnel du chômage du lundi 14 août sans récupération (lettre de la Direction du Personnel n° 339).

nel du 3 mai 1967 réf. P 5 1/0

En conséquence, nous vous demandons instamment de bien vouloir reconsidérer votre décision en prenant une mesure analogue à celle de 1967.

Nous vous prions...

C.G.T. : BEUZET - F.M.C. : CLARET - F.G.A.A.C. : THIOLIERE - C.F.D.T. : NICOLAS - C.F.T.C. : QUINTO - C.G.T.-F.O. : METAIS - C.G.C. : THERY.

## A L'ÉCONOMAT

OFFRE SPECIALE :  
VALABLE JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1972

### ENSEMBLE LITERIE

Matelas et sommier sur pieds. Coutil damassé, fond bleu

**MATELAS** : Plateaux piqués sur toute l'épaisseur du garnissage. Plate-bande ouatée piquée sur feutre. Aérateurs. Poignées. Galon de bordage. Nombreux ressorts haute résistance, traités thermiquement. 1 face d'hiver en laine nappée. Garantie : 5 ans.

**SOMMIER** : Tapisserie. Caisse entièrement rabotée. 8 barres. Equerre métallique boulonnée sur la caisse et taraudée, permettant la fixation instantanée des pieds. Ressorts coniques en fil d'acier haute résistance. Bonne isolation, toile jute, crin végétal. Galon de bordage. Toile de fond. Garantie : 5 ans.

**PIEDS** : Fuseaux, cirés.

L'ENSEMBLE : largeur 90 ..... **387 F**

L'ENSEMBLE : largeur 140 ..... **499 F**

Ces prix seront appliqués pour toutes les commandes qui nous parviendront au plus tard le 30 septembre 1972.

GRENACHE, muscat Rivesaltes, Corbières supérieurs du Roussillon  
Michel RAYNAL  
conseiller de préf. honoraire récoltant  
OPOUL (P.-O.), près RIVESALTES  
CAVE CENTENAIRE (remises de groupages)

DIRECTEMENT DE LA PRODUCTION BON VIN NATUREL en FUT — BOISSON Claude, vigneron, 30 - AUBAIS (Gard).

Hôtel du MUSEUM, Gare Orléans Austerlitz, 9, rue Buffon, PARIS (5<sup>e</sup>)

si vous êtes  
**CATHOLIQUE**  
et si vous  
cherchez à vous  
**MARIER**  
écrivez à :  
**PROMESSES CHRETIENNES**  
Service CF - Résidence Bellevue  
92 - MEUDON (Hauts-de-Seine)

## MAITRISE ET CADRES

## ÉLECTIONS

1  
9  
7  
2

1<sup>er</sup> JUIN 1972 : RESULTATS DES ELECTIONS DU COLLEGE CADRES DANS LES CMPR.

REGION	Inscrits	Valab. exprimés	C.G.T.		C.F.D.T.		F.O.		C.F.T.C.		F.A.C.		C.G. C.
				T		T				T		T	
Paris-Est .....	293	260	27		28		—		11		166	4	28
Reims .....	229	212	—		29		—		17		153	4	13
Nancy .....	193	187	11		28	1	—		12		111	3	25
Metz .....	242	228	—		28	—	—		—		163	4	37
Strasbourg .....	270	252	10		41	1	—		24		150	3	27
Paris-Sud-Est .....	253	241	28		37	1	8		31		131	3	6
Dijon .....	223	201	21		34	1	15		—		119	3	12
Lyon .....	342	322	31		59	1	—		—		205	3	27
Clermont-Ferrand .....	180	175	19		3		4		39	1	104	3	6
Chambéry .....	191	163	33	1	24		—		12		94	3	—
Montpellier .....	249	244	35		18		—		16		167	4	8
Marseille .....	470	421	65	1	59		—		28		259	3	10
		2.906	280	2	388	5	27		190	1	1.822	40	199
			9,6 %		13,3 %		0,9 %		6,5 %		62,6 %		6,8 %

Ces résultats confirment ceux des élections du 30 mars 1972. On constate une nette progression des deux grandes organisations syndicales confédérées chez les cadres cheminots.

Ces chiffres, et particulièrement la représentativité des Fédérations, sont à rapprocher des résultats de 1969.

Au niveau national, la représentativité (dans les délégations du personnel) était la suivante en 1969 :

C.F.D.T.	9,32 %	(Est : 9,91, Sud-Est : 11,84, Méditerranée : 8,97)
C.G.T.	5,94 %	(Est : 1,58, Sud-Est : 6,51, Méditerranée : 9,95)
F.A.C.	63,82 %	(Est : 70,19, Sud-Est : 63,56, Méditerranée : 66,67)
F.O.	2,28 %	
C.F.T.C.	8,17 %	
C.G.C.	8,54 %	

29 JUIN 1972 : Résultats des délégués du personnel : Inspecteurs commerciaux.

Cette élection concernait l'ensemble de la France.

Le tableau ci-dessous permet les mêmes constatations. La comparaison est faite avec la catégorie 210 qui reprenait le personnel Cadres Exploitation.

	Inscrits	Exprimés	C.G.T.	C.F.D.T.	F.O.	C.F.T.C.	F.A.C.	C.G.C.
Catégorie 373 (IS Commerciaux) 1972	389	354	36	59	5	25	160	69
Pourcentage sur exprimés .....			10,1	16,6	1,4	7	45,1	19,4
Catégorie 210 (Ensemble EX) 1969	1.427	1.301	49	142	19	96	708	287
			3,7	10,9	1,4	7,3	54,4	22

## Le CHEMINOT de France

REDACTION et ADMINISTRATION  
26, rue de Monthon, 75439 PARIS CEDEX 09  
Téléphone : 878-91-03

Compte chèque postal : Fédération des Cheminots C.F.D.T. PARIS 26-44

Abonnement annuel : 5 F

POUR LA PUBLICITE s'adresser au journal

Le Directeur de la publication : Claude BINSSE

IMPRIMERIE SPECIALE du « CHEMINOT DE FRANCE »  
28-30, p'ce de l'Eperon - Le Mans

Travail exécuté par des syndiqués





## ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE

La loi 72-8 du 3 janvier 1972 a introduit dans le code de la Sécurité sociale des dispositions qui réforment l'allocation de salaire unique, ainsi qu'il est indiqué ci-après, à compter du 1-7-1972.

- L'allocation est majorée pour les familles disposant de revenus inférieurs à un plafond et ayant un ou plusieurs enfants de moins de trois ans ou qui ont au moins quatre enfants à charge.
- L'allocation est supprimée aux familles disposant de ressources supérieures à un plafond.
- Le régime actuellement en vigueur est maintenu aux familles disposant de ressources comprises entre les deux plafonds visés ci-dessus.

## Plafond de ressources à retenir pour la période du 1-7-1972 au 30-6-1973

- 1) Plafond au-dessous duquel la majoration est due.  
La majoration de l'allocation de salaire unique est versée, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972, aux ménages ou personnes qui n'ont pas bénéficié au cours de l'année 1971 de ressources supérieures à 8 200 F majoré de 2 050 F par enfant à charge.
- 2) Plafond au-dessus duquel l'allocation de salaire unique n'est plus versée.  
L'allocation de salaire unique est supprimée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972, aux ménages ou personnes qui en bénéficient, à cette date, lorsque leurs ressources de l'exercice 1971 ont excédé 23 040 F majorées de 5 760 F par enfant à charge.

## Nature des revenus à prendre en compte

Il s'agit des revenus globaux pour lesquels les intéressés sont passibles de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire des revenus nets imposables après les déductions autorisées par la législation fiscale.

Toutefois, il est à noter que doivent être exclus des ressources déclarées les revenus des enfants lorsqu'ils ont fait l'objet d'une déclaration commune mais que, par contre, les déductions autorisées au titre des reports des déficits constatés au cours d'une année antérieure doivent être réincorporés lorsqu'ils ont été déduits dans la déclaration fiscale.

## CAS PARTICULIERS

## 1. Concubinage

Il est tenu compte du total des revenus perçus par chacun des concubins au cours de l'année de référence.

## 2. Décès

Il n'est pas tenu compte des ressources perçues par un conjoint avant son décès.

## 3. Séparation

Il est seulement tenu compte des ressources perçues au cours de l'année de référence par le conjoint qui a la charge du ou des enfants.

## 4. Cessation d'activité

Lorsque la mère de famille a cessé toute activité pour se consacrer aux soins d'enfants dont l'un au moins est âgé de moins de trois ans, il n'est pas tenu compte des revenus perçus par elle avant la cessation de son activité.

## Montant de l'allocation de salaire unique au 1-7-1972

Pourcentage d'abattement de zone	Pour 1 enfant unique de moins de 5 ans ou dernier à charge	Pour 2 enfants	Pour 3 enfants et plus	Majoration quel que soit le nombre d'enfants
0	38,90	77,80	97,25	97,25
1	38,60	77,20	96,50	96,50
2	38,20	76,40	95,50	95,50
3	37,80	75,60	94,50	94,50
4	37,40	74,80	93,50	93,50

## OBSERVATIONS DE LA C.F.D.T.

La C.F.D.T. souhaite depuis longtemps une réforme fondamentale de l'allocation de salaire unique pour en faire une véritable allocation de libre choix pour la femme. Ce que le gouvernement vient de décider ne saurait donc nous satisfaire. En effet, par cette réforme, l'allocation de salaire unique et l'allocation pour frais de garde (voir par ailleurs) qui vient d'être créée, ne sont payées qu'en fonction de certains plafonds de ressources dont des plafonds d'exclusion, ce que nous ne pouvons admettre. Les enfants sont en fait un investissement pour la Nation et les coûts de leur éducation et de leur entretien sont à prendre en charge par la collectivité. La comparaison ne doit pas se faire au niveau des revenus mais entre couples ou célibataires sans enfant et les familles ; il y a d'autres moyens de réduire les inégalités. De plus, et cela nous apparaît grave, ces mesures dénaturent le caractère des prestations familiales en substituant la notion d'assistance à celle du droit acquise et établie en 1946.

## Du nouveaux pour les femmes agents

## I. — CONGE DE MATERNITE

La S.N.C.F. vient d'accepter de porter la durée du congé de maternité de 14 à 18 semaines. Le texte du § 2 de l'article 6 du chapitre XII du Statut des relations collectives entre la S.N.C.F. et son personnel sera rédigé comme il suit sitôt l'homologation ministérielle :

« Les intéressées peuvent être, sur leur demande et sous le contrôle du médecin de la S.N.C.F., placées en congé supplémentaire avec solde au plus tôt six semaines et au plus tard deux semaines avant la date présumée de l'accouchement. Elles sont également considérées comme étant en congé supplémentaire avec solde après l'accouchement, la durée cumulée des deux congés prénatal et post-natal ne pouvant excéder dix-huit semaines, toutefois, en cas de naissance multiple, cette durée est augmentée de deux semaines. »

Par ailleurs, la S.N.C.F. a accepté d'examiner éventuellement par cas d'espèces, certaines possibilités de temps pour les femmes agents en cas d'adoption d'enfants.

## II. — CONGE DE DISPONIBILITE POUR L'EDUCATION DES ENFANTS.

En cas de naissance et pour chaque naissance, les femmes agents peuvent obtenir un congé de disponibilité de deux ans compté de l'expiration du congé de maternité. De plus, elles peuvent obtenir un congé supplémentaire de trois ans pour l'éducation des enfants, mais une seule fois au cours de leur carrière, sans possibilité de fractionnement.

La S.N.C.F. vient d'accepter de donner aux intéressées la possibilité de fractionner ledit congé en trois périodes d'un an.

## NOTATION INDICIELLE 1972

## ET MESURES TRANSITOIRES POUR 1973

DANS le dernier « Cheminot de France », nous vous indiquions que la S.N.C.F. avait accepté le principe de promotions supplémentaires de l'indice A à l'indice B au bénéfice des agents de la partie Est (nouvelles structures) glissés au 1-10-1971 des échelles 5, 7 et 9 sur les échelles 5 bis, 7 bis et 9 bis qui étaient titulaires d'un grade glissé partiellement. Ces derniers ont, en effet, été défavorisés sur la partie Est du fait qu'ils étaient en compétition avec des agents d'autres filières plus anciens, ce qui n'a pas permis de faire jouer la règle de dérogation au délai de deux ans ; tel n'a pas été le cas sur la partie Ouest et Nord où les promotions ont été faites par filière.

Nous vous donnons ci-dessous les nombres de promotions supplémentaires à réaliser par réseau. Une répartition sera faite par région en tenant compte de la situation réelle.

Echelles et grades au 1-10-1971	Réseau Est	Réseau Sud-Est
5 bis : BRC, SCMV, SCMN, SCL, A 1	120	180
7 bis : FEN 1, FENIN, CST	160	160
7 bis : CS 1, CKGP 2, RC 1	50	80
9 bis : FC, IN 2, CG 5	80	100
7 bis : SU 3 IE	50	70
5 bis : AGSVIR 1, BRCGB, CRAV 1	5	12

De plus, au SERNAM 40 promotions environ supplémentaires au bénéfice des CSM 1 glissés à 7 bis, 2 ou 3 pour les KLP de la Caisse de Prévoyance et 2 ou 3 pour les AGSVIR 1 et BRCGB des IF.

Ces promotions se feront suivant une procédure analogue à la notation aptitude avec la participation, dans les nouvelles régions, des délégués catégoriels correspondants.

D'autres mesures ont été arrêtées pour les agents figurant à un reliquat de TA ou de LA pour 1971 pour un grade transposé au 1-1-72 sur le même niveau que le grade qu'ils détenaient en 1971.

Les agents d'un reliquat de TA 71 qui, en 1972, n'auraient pas été classés sur l'indice sur lequel ils auraient été transposés si leur promotion en grade était intervenue en 1971, seront classés sur cet indice au 1-4-1973.

Les agents d'un reliquat de LA 71 qui, en 1972, n'auraient pas été classés sur l'indice sur lequel ils auraient été transposés si leur promotion en grade était intervenue en 1971 figureront en 1973 sur les listes de classement à l'indice supérieur quelle que soit leur ancienneté avec, pour le critère a), une note au moins égale à celle à laquelle ils pourraient prétendre si leur durée de séjour dans l'indice de départ était égale à deux ans si cet indice a été obtenu en 1972 et à trois ans si l'intéressé n'a pas bénéficié d'un classement à l'indice supérieur en 1972.

Les agents promus au 1-10-1971 au titre des mesures de raccord sur les échelles 5 bis, 7 bis, 9 bis, 11, 13 et 15 qui n'ont pas été classés en 1972 sur l'indice B des niveaux E2, E3, M1, M2, M3 et C1, figureront sur listes de classement en indice pour 1973 avec, pour le critère a), une note au moins égale à celle à laquelle ils pourraient prétendre si leur durée de séjour dans l'indice A était de 4 ans pour les agents d'exécution et de 3 ans pour la maîtrise et les cadres. Ceux ayant bénéficié de l'indice B en 1972 pourront figurer en 1973 sur les listes de classement pour l'indice C bien qu'ils ne remplissent pas la condition minimale de deux ans.

Enfin, d'autres mesures ont été arrêtées au bénéfice des agents qui au 31-12-1971 étaient titulaires du grade inférieur des jumelages de grades transposés sur deux niveaux, garantissant pour 1972 à ceux figurant sur un TA pour le grade supérieur, et n'occupant pas un emploi de ce grade, la nomination sur place et à leur tour au grade de niveau supérieur s'ils n'acceptent pas l'emploi proposé. Par ailleurs, tous les agents qui en cours d'année compteront cinq ans d'ancienneté seront promus en excédent du cadre dès qu'ils atteindront cette ancienneté. Mais en tout état de cause les agents promus dans ces conditions ne pourront être notés pour un grade supérieur à celui du grade le plus élevé de l'ancien jumelage qu'après avoir effectivement occupé un poste de leur grade.

## MESURES CONCERNANT LES PRESTATIONS FAMILIALES APPLICABLES A EFFET DU 1-7-72

## I — CREATION D'UNE ALLOCATION POUR FRAIS DE GARDE.

Il est attribué une allocation pour frais de garde aux personnes seules ainsi qu'aux ménages n'ayant pas droit à l'allocation de salaire unique, qui exposent des frais pour la garde d'un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans vivant à leur foyer.

Cette allocation est payée pour l'exercice 1<sup>er</sup> juillet 1972-30 juin 1973 à ceux des intéressés dont les ressources de 1971 n'ont pas dépassé 8 200 F avec majoration de 70 % pour les ménages bénéficiant de deux revenus professionnels distincts et de 25 % par enfant à charge.

Cette allocation couvre le montant des frais réellement exposés, dans la limite d'un plafond unique égal au montant mensuel maximum de l'allocation de salaire unique majorée, soit : 194,50 F.

## II. — EXTENSION DU DROIT A L'ALLOCATION DE LOGEMENT A DE NOUVELLES CATEGORIES DE BENEFICIAIRES.

Désormais pourront prétendre à cette prestation, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972 sous réserve de remplir les conditions exigées :

- Les ménages ou personnes qui, n'ayant pas droit à l'une des prestations familiales, ont un enfant à charge ;
- Les ménages qui n'ont pas d'enfant à charge, pendant une durée de cinq ans à compter du mariage à la condition que celui-ci ait été célébré avant que les époux aient atteint l'âge de quarante ans ;
- Les ménages ou personnes qui ont à leur charge un ascendant âgé de plus de 65 ans ou de 60 ans en cas d'incapacité au travail vivant au foyer et dont les ressources n'excèdent pas un plafond individuel

(4 900 F pour une personne seule pour les ressources de 1971) ;

- Les ménages ou personnes qui ont à leur charge un ascendant, descendant, frère ou sœur, oncle ou tante, neveu ou nièce, âgés d'au moins 15 ans, reconnus inaptes au travail et à une rééducation professionnelle, justifiant d'une incapacité permanente au moins égale à 80 % et dont les ressources n'excèdent pas un plafond individuel (4 900 F pour une personne seule pour les ressources de 1971).

## III. — CREATION D'UNE ALLOCATION DE LOGEMENT POUR LES PERSONNES AGEES ET LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS.

Une allocation de logement est instituée en faveur :  
a) des personnes âgées d'au moins 65 ans (60 ans en cas d'incapacité au travail) ;  
b) des personnes atteintes d'une infirmité âgées de plus de 15 ans, reconnues inaptes au travail et à une rééducation professionnelle ;  
c) aux personnes ayant moins de 25 ans exerçant une activité salariée et qui occupent un logement indépendant de ceux de leurs ascendants.

- Cette allocation logement sera servie :
- par les Caisses d'allocations familiales du lieu de résidence aux catégories de bénéficiaires visées en a) et b) ;
- par la S.N.C.F. aux jeunes de moins de 25 ans visés en c).

Les agents qui pensent pouvoir prétendre à l'allocation pour frais de garde ou qui estiment entrer dans les nouvelles catégories de bénéficiaires de l'allocation de logement doivent présenter une demande sur papier libre à leur chef d'établissement.



# PRIORITÉ AUX PLUS FAVORISÉS !

## Hierarchie ou injustice

UNE hiérarchie juste et équitable, telle est la position de la C.F.D.T., mais lorsque la hiérarchie engendre l'injustice et méprise le respect de la personne humaine, elle ne peut que la dénoncer.

En effet, le règlement S.N.C.F. actuel hiérarchise la valeur d'un enfant dès sa naissance au travers de l'allocation familiale supplémentaire mais aussi dans des circonstances beaucoup plus pénibles par les conditions d'attribution de l'allocation pour décès du conjoint. En effet, le montant de cette allocation est de 10 % de la rémunération annuelle brute de l'agent (éléments fixes de la rémunération, y compris les primes, la P.F.A., plus éventuellement les prestations familiales légales et supplémentaires et prime de logement). Règlement de la Caisse de Prévoyance, article 32.

Prenons trois exemples d'agents sans prestations familiales ni prime de logement. Cela donne dans la hiérarchie du malheur les chiffres suivants :

E1, indice D, 9<sup>e</sup> échelon à Paris, 1.742,39 F.

E3, indice D, 9<sup>e</sup> échelon à Paris, 2.303,19 F.

-C3, indice D, 9<sup>e</sup> échelon à Paris,

4.646,47 F, soit à ce niveau presque trois fois celle versée à E1.

Quels sont les éléments permettant de justifier une telle hiérarchie ?

La douleur de perdre un être cher varie-t-elle donc avec le grade ?

Les frais entraînés par le décès sont-ils moins importants au bas de la hiérarchie ?

Les préjudices subis par les enfants et le conjoint sont-ils différents suivant le niveau de celui-ci ?

En raison des réponses que nous apportons à ces questions, nous disons nettement qu'une telle hiérarchie est scandaleuse et immorale. Nous devons la combattre pour ses aspects inhumains.

La C.F.D.T. demande la révision des règlements qui ne tiennent aucun compte des réalités humaines et ne sont, dans le fond, que des additions de privilèges alors que ceux-ci ont, paraît-il, été abolis par la révolution de 1789.

Supprimer l'injustice est pour la C.F.D.T. un objectif majeur. Elle mettra tout en œuvre pour aboutir.

P. POUJOLY.

## LES BAS SALAIRES ET L'INDICE DES PRIX

LES cheminots le savent bien, les négociations salariales ont comme base pour les pouvoirs publics et la direction S.N.C.F., l'évolution de l'indice officiel des prix de détail dit « indice des 295 postes ».

Or, ainsi que la C.F.D.T. l'a déclaré à plusieurs reprises, cet indice n'est pas représentatif de la structure de consommation des bas salaires.

En effet, le poste alimentation n'entre que pour 31,5 % (1) dans la détermination de l'indice, ce qui veut dire en clair qu'un cheminot gagnant 1 000 F par mois n'est censé consacrer officiellement à sa nourriture que la somme de 315 francs. Une telle situation ne résiste pas à une critique fondée sur le simple bon sens.

Que constatons-nous depuis le début de 1972 ?

L'indice d'ensemble des prix de détail a progressé pour les quatre premiers mois de cette année de 5,6 % par rapport à la période correspondante de 1971.

Le poste alimentation à l'intérieur de cette évolution moyenne a augmenté, lui, de 6,7 %. En regardant de plus près, l'on enregistre une hausse encore plus forte des consommations les plus courantes : viande de boucherie, 8,7 % ; lait et fromages, 9,4 %.

Aborder aujourd'hui le problème des bas salaires en ignorant une telle réalité constituerait une mauvaise foi évidente.

La C.F.D.T. s'emploiera, pour sa part, à ce que cet élément important soit pris en considération afin que soit réel l'accroissement du pouvoir d'achat des plus défavorisés.

G. BILLON

(1) Ce pourcentage atteignait 42,8 % dans l'ancien indice des 259 articles.

## CE N'EST PAS NOUS QUI LE DISONS !

Au cours des débats de la semaine dernière au Conseil économique et social, MM. Jacques Rueff et André Malterre, rapporteur sur la conjoncture, qui déplorent l'un et l'autre les effets funestes de l'inflation, sont finalement d'accord pour estimer que ce ne sont pas les hausses de salaires qui sont, pour le moment, à l'origine de la hausse des prix, mais le contraire (analyse que fait aussi l'I.N.S.E.E. dans sa dernière étude de conjoncture) : « J'ai la conviction, déclare M. Rueff, que, dans les circonstances présentes, la revendication sociale, moyen légitime de défense du niveau de vie, est, pour sa plus grande part, provoquée par la hausse des prix, et non l'inverse. »

(Extrait du journal LES ECHOS du 20 juillet 1972.)

## PASSE AU CRIBLE

« Ainsi certaines gens, faisant les empressés

« S'introduisent dans les affaires :

« Ils font partout les nécessaires... »

(La Fontaine - « Le Coche et la Mouche ».)

UN délégué syndical C.F.D.T. d'une entreprise de nettoyage travaillant pour la S.N.C.F., et membre du Comité d'entreprise, a fait l'objet de la part du chef de gare d'une des plus grandes gares parisiennes, d'une plainte visant à obtenir son licenciement.

Nous voici loin d'un comportement normal d'un gradé d'une entreprise nationale et ramenés au niveau d'un minable et anachronique patronat de combat...

Mais l'inspecteur du travail, à juste titre, refuse le licenciement.

Qu'importe, le chef de gare persiste, en toute connaissance de cause, à interdire à notre camarade l'accès du chantier situé dans les emprises ferroviaires.

L'Union régionale parisienne de la C.F.D.T. a porté cette affaire en justice et, par un arrêt fortement motivé du 23 juin dernier, la Cour d'Appel de Paris a condamné ledit chef de gare à payer : d'une part, 1 000 F au délégué syndical et, d'autre part, 500 F au Syndicat général des Transports C.F.D.T.

La Cour d'Appel a rendu un arrêt de pas moins de seize pages, dont nous ne pouvons, faute de place, que citer quelques phrases éloquentes :

(sur la responsabilité du chef de gare)... « Il paraît peu vraisemblable que lorsqu'il a interdit le 9 octobre 1970, au sieur U... l'accès à son lieu de travail, il ait pu ne pas être au courant de ce que ce dernier était délégué du personnel, délégué syndical et candidat au comité d'entreprise de la société Reinier... »

« Considérant, d'une façon plus générale qu'on ne saurait admettre que G... ou tout autre responsable de la S.N.C.F. se prévalant des pouvoirs de police reconnus à cette société nationale, puisse faire échec impunément aux lois d'ordre public prévoyant et réprimant les délits d'entrave à l'exercice de la liberté syndicale... »

Tout cela se passe de plus longs commentaires si ce n'est que la C.F.D.T. exigera que cette décision judiciaire ne soit pas bafouée et que notre camarade puisse effectivement remplir les mandats syndicaux dont il a été investi.

Moralité : « Tel est pris qui croyait prendre ».

(La Fontaine - « Le Rat et l'Huître ».)

## Péréquation des pensions à la suite de la réforme du système de rémunération

DANS le « Cheminot de France » de novembre 1971, nous vous avons donné connaissance du litige fondamental qui nous opposait à la S.N.C.F. sur la façon d'appliquer la péréquation : en effet, les propositions S.N.C.F. conduisaient à traiter les retraités plus défavorablement que les actifs dans certains cas et ce dès 1972 et de plus, à bloquer la situation pour l'avenir.

Ce litige vient d'être tranché par décision ministérielle homologuant un nouvel article 2 du Statut des retraités de la S.N.C.F. Sur les trois points fondamentaux du litige, un seul a été tranché dans le sens de nos demandes.

Les pensions des agents ayant cessé leur activité avant le 1<sup>er</sup> janvier 1972 seront péréquées à cette date sur l'indice du même niveau immédiatement supérieur à celui résultant de la simple transposition dès lors que le délai d'ancienneté dans l'indice de transposition est égal à 8 ans pour les niveaux E1, E2 et E3, à 7 ans pour les niveaux T1 à T4 et à 5 ans pour les niveaux M et C. Nous avons donc gagné sur les six mois supplémentaires que voulait imposer la S.N.C.F. puisqu'elle proposait respectivement 8 ans 6 mois, 7 ans 6 mois et 5 ans 6 mois.

Par contre, l'arbitrage est rendu dans le sens de la S.N.C.F. sur le point que nous estimions le plus capital. Nous demandions que, dans le cas où les indices A et B des échelles anciennes sont transposés dans des indices nouveaux différents, les retraités ayant une pension liquidée sur l'indice B ancien se voient péréqués sur l'indice supérieur dès lors que le total de leur temps passé sur l'ancienne échelle tant à l'indice A qu'à l'indice B correspondait au cumul de l'ancienneté antérieure (10 ans ou 7 ans) et de l'ancienneté nouvelle (8 ans, 7 ans, 5 ans suivant les catégories). La décision ministérielle s'en tient à la proposition S.N.C.F. et ne retient pour la péréquation à l'indice supérieur que le temps effectivement passé en activité dans l'indice B.

Un tel arbitrage nous apparaît grave car il prive, en fait, les retraités de toutes possibilités ultérieures de voir leur pension un jour liquidée sur l'indice D s'ils ont effectivement passé en activité 28 ans, 21 ans ou 15 ans, selon la catégorie, sur un grade du même niveau. Par ailleurs, une telle position est un précédent qui va en fait conduire aux pires difficultés pour obtenir rapidement pour les actifs le classement sur l'indice correspondant à leur ancienneté réelle dans le niveau. C'est la négation même du nouveau système et des perspectives potentielles positives qu'il renfermait. Nous sommes persuadés que les Cheminots sauront comme il se doit réagir face à une telle interprétation.

Signalons enfin, pour être complet, que nous demandions que tous les retraités ayant une pension liquidée sur l'échelle 16 aient leur retraite péréquée sur C2A dès lors que leur nomination à 16 ou 15 L était intervenue avant le 1<sup>er</sup> janvier 1971, date à partir de laquelle les promotions à l'échelle 16 ne garantissaient plus qu'une transposition en C.I.D. L'arbitrage ministériel n'accorde une péréquation en C2A qu'à condition que les agents intéressés aient eu au moment de leur cessation d'activité une ancienneté dans l'échelle 16 d'au moins 12 mois.

Comme vous pouvez le constater, ce n'est pas une victoire, et il nous faudra une fois de plus nous battre pour obtenir justice.

A. DEBANDE.

## UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS

Nous rappelons à nos adhérents qu'il n'y a pas de permanence au siège durant le mois d'août.

En conséquence, nous demandons à nos amis de ne pas nous rendre visite pendant cette période ou de nous écrire que pour des cas graves ou urgents.

Un militant passera une fois par semaine pour examiner le courrier, mais il ne sera tenu compte que des lettres dont le contenu ne souffre pas une réponse différée.

Merci et bonnes vacances.

L'U.F.R.